



Ilan Halimi : Une histoire qui ne passe pas

Fiche pratique publié le 19/02/2016, vu 1961 fois, Auteur : [Maître Caroline YADAN PESAH](#)

cette affaire est restée emblématique d'une prise de conscience française VIOLAINE DES COURIÈRES. LA VIE http://www.lavie.fr/actualite/france/ilan-halimi-une-histoire-qui-ne-passe-pas-17-02-2016-70692_4.php

Le 13 février dernier, le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve et le président du Consistoire central israélite de France étaient réunis à Bagneux, dans les Hauts-de-Seine, pour rendre hommage au jeune Ilan Halimi, assassiné en 2006. Pour la communauté juive, cette affaire est restée emblématique d'une prise de conscience française trop tardive face au regain de l'antisémitisme.

Retrouvé agonisant au bord des rails du RER C, Ilan Halimi avait été séquestré et torturé durant trois semaines par le « gang des barbares ». Cette nébuleuse de vingt à trente personnes était dirigée par le dénommé Youssouf Fofana, se présentant déjà à l'époque comme un « islamiste ». L'enlèvement d'Ilan, jeune vendeur de téléphones portables, avait un motif : sa « richesse » supposée, mise en lien avec sa religion juive. À l'époque, le jeune homme gagnait 1200 euros par mois.

Roger Cukierman se souvient. Il était, à l'époque, déjà président du CRIF : « *Une trentaine de personnes françaises, antillaises et portugaises ont torturé un adolescent pour lui soutirer de l'argent. Tout cela sur la base d'un préjugé : les juifs sont riches et ils vont payer. Personne, dans l'immeuble de Bagneux où Ilan était détenu, n'a pris son téléphone, même anonymement, pour prévenir de ce qui était en train de se passer* ».

Pour la communauté juive, ces actes antisémites étaient les signes avant-coureurs du djihadisme actuel. Ce drame « *annonçait à sa manière une série de gestes assassins : les tueries de Mohammed Merah en 2012, la fusillade du musée juif de Bruxelles en 2014, le drame de l'Hyper Cacher l'an dernier* », déclarait Bernard Cazeneuve à Bagneux. Devant de telles atrocités, dix ans plus tard, Roger Cukierman « *comprend mieux comment des jeunes dérivent et se réfugient aujourd'hui dans le djihadisme.* » Depuis le 13 novembre 2015, les attaques contre les juifs de France se sont élargies à la société française toute entière : « *les juifs ont été, comme souvent, des sentinelles* », soupire-t-il.

En réalité, l'antisémitisme français d'après-guerre n'a pas commencé en 2006. « *Il a une date, celle du 28 septembre 2000 avec le début de la seconde Intifada* », analyse Jérôme

Fourquet, directeur du département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'IFOP, et auteur d'un ouvrage intitulé « *L'An prochain vers Jérusalem ?* ». Pour lui, les chiffres des actes antisémites en France ont explosé à partir de la visite d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des mosquées le 28 septembre 2000. Quelques jours plus tard, le 10 octobre 2000, une synagogue était incendiée à Trappes. Le 21 octobre 2001, c'était une école juive qui était taguée « *mort aux juifs* » avant d'être détruite en partie par les flammes. Face à cela, le ministre de l'intérieur de l'époque, Daniel Vaillant, n'a fait qu'une déclaration, appelant à « *ne pas jeter de l'huile sur le feu* ». Une petite phrase restée au travers de la gorge de la communauté juive.

Ainsi, lors de l'assassinat d'Ilan Halimi en février 2006, la communauté juive a ressenti comme une « *double peine* », déclare Jérôme Fourquet, « *celle de voir un des siens torturé et tué et celle de ne pas se sentir soutenue par la population française* ». Quand Roger Cukierman a appelé à manifester en soutien à Ilan Halimi en 2006, en plus des membres de SOS-Racisme, « *seuls des juifs ont répondu à l'appel* », assure-t-il. A ce sentiment d'abandon, s'ajoutait un malaise face à un déni en demi-teinte, celui du mobile antisémite : « *La plupart des juges n'ont retenu que l'aspect crapuleux du crime* », analyse Roger Cukierman. Dans une tribune publiée par L'Obs en octobre 2014, Gilles Antonowicz, avocat d'une accusée du « *gang des barbares* » affirmait encore : « *Youssouf Fofana n'a pas tué Ilan Halimi parce qu'il était juif. Il l'a tué par rage, par dépit, parce que la police a refusé de payer la rançon.* »

« **Il a fallu attendre les meurtres de Mohamed Merah** pour que l'antisémitisme soit reconnu, du bout des lèvres, et comme un phénomène "français", sans pour autant que la motivation djihadiste ne soit reconnue », affirme le sociologue Shmuel Trigano, dans un article publié dans Alliance Juive. On disait que Mohammed Merah était « *un déséquilibré* » sans oser regarder la vérité en face, celle de sa radicalisation. Pour l'auteur de « *L'An prochain à Jérusalem ?* », « *il a fallu attendre les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher en janvier 2015 pour que la société commence à se réveiller* ».

Si l'agression d'un enseignant à Marseille le 11 janvier dernier a autant fait parler d'elle, c'est aussi parce qu'elle s'inscrivait dans une logique terroriste. Quand le président du Consistoire israélite de Marseille, Zvi Ammar, a conseillé aux juifs « *d'enlever leur kippa dans cette période troublée* », la réaction des médias et des politiques ne s'est donc pas fait attendre. Deux députés, Claude Goasguen (LR) et Meyer Habib (LR) ont porté la kippa dans les couloirs de l'assemblée en signe de solidarité tandis que les déclarations politiques et religieuses de soutien se multipliaient.

Aujourd'hui, pour les politiques, l'antisémitisme n'est plus nié. Son visage le plus sanglant est reconnu pour être, aujourd'hui, celui de l'islamisme. Selon l'IFOP, 800 actes antisémites ont été répertoriés en France en 2015 : « *Quand on rapporte le nombre de ces actes à la population juive de France, c'est malheureusement très élevé* », déclarait, inquiet, Sacha Reingewirtz, le président de l'Union des Étudiants Juifs de France à la chaîne étudiante MCE, le 16 février dernier.

VIOLAINE DES COURIÈRES publié dans LA VIE le 17 février 2016